

### DIRECTION

Directeurs :  
Pierre Delvolvé et Pierre Bon

Secrétaire général :  
Dominique Pouyaud  
Professeur à l'Université  
Paris Descartes (Paris V)

Secrétaire général adjoint :  
Coralie Mayeur-Carpentier  
Maître de conférences  
à l'Université de Franche-Comté

31-35, rue Froidevaux,  
75685 Paris cedex 14  
E-mail : rfd@daloz.fr

PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE,  
DIRECTRICE DE LA PUBLICATION  
Sylvie Faye

### ÉDITION

Secrétaire de rédaction :  
Marie Thomas  
Tél. rédaction : 01 40 64 12 81  
Fax : 01 40 64 54 66  
E-mail : m.thomas@daloz.fr

### ABONNEMENTS - RELATIONS CLIENTS

Directrice des abonnements :  
Yvette Nay  
80, avenue de la Marne - 92541 Montrouge Cedex  
Fax : 01 41 48 47 92

Responsable relation clients :  
Marie-Hélène Tylman  
Tél. : 0820800017 (0,12€ TTC/mn)

Revue bimestrielle (6 numéros par an)  
Prix de l'abonnement 2014 TTC (1 an) :  
France 331,83 €  
DOM 348,62 €  
Étranger 352,25 €  
Prix au numéro : 72,49 €

Les abonnés qui, à la réception de ce numéro, constateront que la livraison précédente ne leur est pas parvenue, sont priés d'en aviser le service des abonnements sans délai, l'éditeur ne pouvant garantir pendant plus de 6 mois le service des numéros manquants.

Tous les volumes des revues antérieures à 1999 sont réimprimés par Schmidt Periodicals GmbH (Dettenford - D-83075 Feinbach - Allemagne).

### ÉDITIONS DALLOZ

Société anonyme  
au capital de 3956040 euros  
Siège social :  
31-35 rue Froidevaux - Paris 14<sup>e</sup>  
RCS Paris 572 195 550  
Siret 572 195 550 00098  
Code APE 5811 Z  
TVA FR 69 572 195 550

Filiale des éditions Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié dans la revue est interdite.

CPPAP n° 1018 T 83763  
ISSN 0763-1219

Imprimé en France par JOUVE  
1, rue du Dr Sauvé - 53100 Mayenne  
Dépôt légal : mai 2014

## COLLOQUE 201

### Les adages en droit public

(Deuxième partie)

Les adages communs au droit public et au droit privé  
par Hélène HOEFFNER et Julie KLEIN... 201

Les adages exclus du droit public  
par Laetitia JANICOT et Olivier DESHAYES 207

Les adages propres au droit public  
par Benoît PLESSIX... 211

Propos conclusifs  
par Bertrand SEILLER... 216

## RUBRIQUES 223

### CONTENTIEUX

Qu'est-ce que la « jurisprudence constante » ?  
par Véronique COQ... 223

### — DROIT PUBLIC DE L'ÉCONOMIE

L'intervention publique économique en Nouvelle-Calédonie  
par Émilie AKOUN... 231

### DROITS ET LIBERTÉS

Le contentieux de l'éloignement des étrangers dans certaines collectivités territoriales d'outre-mer  
par Loïc VATNA... 239

Antennes relais de téléphonie mobile et lieux de culte : une nouvelle querelle de clocher ?  
par Paul REPORT... 247

Droit au respect de la vie et droits du patient : la question de l'interruption d'un traitement  
Conclusions sur Conseil d'État, Assemblée, 14 février 2014, Mme Rachel Lambert, n° 375081  
par Rémi KELLER... 255

### FONCTION PUBLIQUE

La taxinomie des fonctionnaires : entre l'art et l'obsession  
par Boris BARRAUD... 269

La réparation du préjudice d'un agent public irrégulièrement évincé  
Conclusions sur Conseil d'État, Section, 6 décembre 2013, Commune d'Ajaccio, n° 365155  
par Bertrand DACOSTA... 276

Le licenciement des titulaires d'emploi fonctionnel  
Conclusions sur cour administrative d'appel de Marseille, 8<sup>e</sup> chambre, 17 octobre 2013, M. Pantalacci, n° 12MA02041, M. Charavin, n° 12MA03684 et 19 novembre 2013, M. Carsalade, n° 12MA02295  
par Isabelle HOGEDÉZ... 282

### ORGANISATION ET RELATIONS ADMINISTRATIVES

L'auto-saisine en droit public français  
par Jean-François KERLÉO... 293

### RESPONSABILITÉ

La responsabilité pour faute relative à la vigilance et aux alertes météorologiques : un premier bulletin  
par Dimitri LÖHRER... 305

La méthode d'évaluation des préjudices corporels  
Note sous Conseil d'État, 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> sous-sections, 16 décembre 2013, Mme de Moraes, n° 346575  
par Caroline LANTERO... 317

### DROIT ADMINISTRATIF ET DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE

À propos de l'attribution du pouvoir réglementaire à l'Autorité européenne des marchés financiers  
Note sous Cour de justice de l'Union européenne, 22 janvier 2014, Royaume-Uni c. Parlement européen et Conseil, aff. C-270/12  
par Jean-Claude BONICHOT... 325

Chronique de droit administratif et droit de l'Union européenne  
1<sup>er</sup> juillet - 31 décembre 2013  
par Laure CLÉMENT-WILZ, Francesco MARTUCCI et Coralie MAYEUR-CARPENTIER... 335

### DROIT ADMINISTRATIF ET DROIT CONSTITUTIONNEL

La question nouvelle dans la procédure de la question prioritaire de constitutionnalité. Un critère discret aux effets considérables sur le contentieux constitutionnel  
par François BARQUE... 353

Autorité et portée d'une déclaration d'inconstitutionnalité  
Note sous Conseil constitutionnel, 18 octobre 2013, Sociétés Allianz IARD et autres, n° 2013-349 QPC  
par Philippe AZOUAOU... 364

SOMMAIRE

### CONTENTIEUX

La « jurisprudence constante »

### DROIT PUBLIC DE L'ÉCONOMIE

Nouvelle-Calédonie

### DROITS ET LIBERTÉS

Éloignement des étrangers outre-mer

Antennes relais et lieux de culte

Respect de la vie et droits du patient : la question de l'interruption d'un traitement

### FONCTION PUBLIQUE

La taxinomie des fonctionnaires

Le préjudice d'un agent irrégulièrement évincé

Le licenciement des titulaires d'emploi fonctionnel

### ORGANISATION

### ET RELATIONS ADMINISTRATIVES

L'auto-saisine en droit public français

### CHRONIQUE

Droit administratif et droit de l'Union européenne

### COLLOQUE

## Les adages en droit public

(Deuxième partie)

### RESPONSABILITÉ

Vigilance et alertes météorologiques

Les préjudices corporels

### DROIT ADMINISTRATIF ET DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE

L'Autorité européenne des marchés financiers

### DROIT ADMINISTRATIF ET DROIT CONSTITUTIONNEL

Contrôle de constitutionnalité :

o question nouvelle

o déclaration d'inconstitutionnalité

### DROIT ADMINISTRATIF ET DROIT INTERNATIONAL

Le juge interne, juge de droit international

### DROIT ADMINISTRATIF ET DROIT PRIVÉ

L'intérêt légitime de changer de nom

### DROIT ADMINISTRATIF ET FINANCES PUBLIQUES

Le nouveau régime de responsabilité du comptable public